

Alan Wheatley brosse le portrait de **Richard Layard**, qui pense que le but ultime de l'économie est de produire le maximum de bonheur et de bien-être

Une vie empreinte de générosité

AU LENDEMAIN d'un entretien public avec le Dalaï-lama, Richard Layard, Professeur à la London School of Economics (LSE) vibre encore d'énergie. En tant que directeur du Programme Wellbeing au Centre for Economic Performance de la LSE, il se consacre à l'étude du bonheur. Il est donc normal qu'il soit, disons-le, heureux de son après-midi de la veille. L'entretien s'est déroulé lors d'une réunion du mouvement Action for Happiness, dont Layard fut un cofondateur en 2010, et qui cherche à promouvoir, dans la pratique, une société plus heureuse et solidaire. Le leader spirituel tibétain parraine le mouvement. «À la fin de notre entretien, j'ai demandé au Dalaï-lama quelle est la chose à cultiver plus que toute autre et il m'a répondu : un grand cœur, un grand cœur», dit-il en souriant.

Bien avant de s'intéresser au bonheur, Layard s'était taillé une solide réputation en tant que spécialiste de l'économie du travail.

Il est particulièrement connu pour ses travaux sur le chômage dans les années 80, qui l'ont mené à recommander une politique d'indemnisation des chômeurs, à condition qu'ils cherchent du travail. Cette stratégie d'aide sociale s'est popularisée dans divers pays d'Europe et a été un pilier du programme économique du Premier Ministre britannique Tony Blair.

Priorité à la personne humaine

«Il est intéressant de voir comment, tout au long de sa carrière, il est passé d'une discipline à une autre, mais a toujours porté un intérêt particulier au bien-être des gens», note Martine Durand, chef statisticien à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris. «Au cœur de tous ses travaux, il y a ce désir d'améliorer les politiques publiques et la vie des gens : c'est le citoyen qui prime.»

Un cynique vous dirait que le «grand cœur» souhaité par le Dalai-lama ne peut cacher la froide réalité : l'anémie de la croissance mondiale et la persistance de la pauvreté dans nombre de pays. L'économie du bonheur, encore regardée avec scepticisme par nombre de praticiens, n'est-elle pas une façon commode d'esquiver des tâches plus urgentes? Au contraire, réplique Layard : étudier ce qui rend les gens heureux, c'est faire revivre l'idée de Jeremy Bentham, Adam Smith et d'autres pères fondateurs de l'économie, selon laquelle la politique publique doit œuvrer pour le plus grand bien des citoyens. «Depuis le XVIII^e, le siècle des Lumières, le principe essentiel de la civilisation occidentale est que la bonté d'une société se mesure au bien-être de ses citoyens. Ce n'est donc pas une idée neuve», rappelle du haut de ses 81 ans Richard Layard, qui nous reçoit dans son bureau à la LSE.

Malheureusement, en chemin, l'économie a selon lui peu ou prou perdu de vue son objectif premier. La poursuite de l'utilité ou du bonheur maximum a été confondue avec la maximisation de la consommation, puis du revenu et du PIB. Les travaux de Layard, ainsi que d'autres économistes comme Andrew Oswald, de l'Université de Warwick, ont contribué à réaffirmer l'importance de facteurs autres que le revenu dans la mesure du bonheur.

«Pour comprendre comment l'économie influe sur notre bien-être, il faut faire appel à la psychologie, autant qu'à l'économie», expliquait Layard en 2003 lors d'une série de trois conférences sur le sujet à la LSE. Le PIB, ajoutait-il, «n'est d'aucune utilité pour mesurer le bien-être». Ces conférences ont été le germe d'un ouvrage à succès publié en 2005 : *Happiness: Lessons from a New Science*, dans lequel il énumère les sept grands facteurs qui déterminent notre bonheur, défini comme joie de vivre et sentiment de bien-être : relations familiales, situation financière, emploi, communauté et amis, état de santé, liberté individuelle et valeurs personnelles.

La plupart de ces critères semblent bien subjectifs, ce que récuse Layard. Ils sont mesurables. Il a acquis la conviction qu'il pouvait écrire son livre lorsque Richard Davidson, spécialiste des neurosciences, lui a montré que l'activité du cerveau mesurée correspondait systématiquement aux sensations décrites par les personnes interrogées. «Cela m'a confirmé qu'il faut prendre très au sérieux ce que les gens nous disent lorsqu'ils décrivent leurs sentiments», explique-t-il.

Un parcours sinueux

Layard est venu à l'économie par des chemins détournés. Ses parents étaient psychologues jungiens et, après ses études secondaires à Eton, où il a été président des élèves, il est allé étudier l'histoire à Cambridge. Il voulait devenir réformateur social. Il a songé sérieusement à faire des études de psychiatrie, mais s'est orienté vers l'enseignement, afin de devenir éducateur. Ayant travaillé comme chercheur principal pour le Comité Robbins, dont le rapport publié en 1963 donna l'impulsion d'une vaste expansion de l'enseignement supérieur, il fut invité à prendre part à la création d'un centre d'étude de la politique éducative à la LSE. Pour ce faire, il a décroché une maîtrise en économie — à la LSE, bien sûr. Il n'est donc devenu économiste que vers la trentaine.

Mais il serait faux de le représenter comme un économiste par accident, précise-t-il. Il avait songé à étudier cette discipline à l'université. «L'économie m'attirait pour les raisons que j'ai

conceptualisées plus tard, car je considérais que c'était la seule science sociale qui s'intéressait à la sélection rationnelle des priorités en fonction de leur impact sur le bonheur des gens», se souvient-il.

Les économistes du bonheur soutiennent qu'un dollar de revenu de plus compte beaucoup plus pour les pauvres que pour les riches, et la politique publique doit donc viser à réduire l'inégalité, ce qui est un des objectifs auxquels Layard œuvre depuis toujours. Il est favorable à des taux d'imposition marginaux très élevés et refuse comme Paul Krugman l'idée que des mesures d'austérité sont nécessaires pour remettre sur pied des pays tels que la Grande-Bretagne après la récente crise financière mondiale. Mais il prend soin de souligner qu'il n'a rien contre la croissance. C'est le fruit de la créativité humaine et de la quête continue de moyens pour mieux faire. «Ce n'est certes pas au goût des lotophages, dit-il, mais si l'on se tourne vers l'histoire des États-Unis et de l'Allemagne depuis les années 50, on constate que l'augmentation de la richesse ne crée pas plus de contentement.» L'opinion publique est déçue, pense-t-il, du fait que la croissance à long terme n'a pas permis de vivre plus heureux, avec moins de stress. «Ce n'est pas une garantie de bonheur, et il faut bien se garder de trop sacrifier sur l'autel de la croissance économique», avertit-il. Il cite un exemple précis : les banques ont fait triompher l'idée que la déréglementation était bonne pour l'emploi et la croissance à long terme, mais les crédits qu'elles ont distribués de manière inconsidérée ont contribué à la crise de 2008-09. Résultat : chômage et incertitude, soit la recette du malheur. «Il ne faut jamais sacrifier la stabilité économique, déclare-t-il, la sécurité a une énorme importance pour l'homme.»

Le royaume himalayen du Bhoutan, champion du bonheur national brut, était naguère le seul pays à faire peu de cas de la croissance comme critère de bien-être. Les temps ont changé. Après la parution du livre de Layard, la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, établie par le président français Nicolas Sarkozy après la crise de 2008-09, s'est déclarée en faveur d'une gamme plus étendue d'indicateurs du bien-être. Les Nations Unies publient maintenant un Rapport annuel sur le bonheur dans le monde et l'OCDE, avec son initiative du vivre-mieux, essaie de mesurer le bien-être. Même Ben Bernanke, ancien président de la Réserve fédérale américaine, s'est mis de la partie. «L'objectif ultime de l'économie, bien entendu, est de comprendre et de promouvoir le progrès du bien-être», déclarait-il en 2012.

Layard doit son entrée à la Chambre des Lords à Tony Blair, dont il fut le conseiller pour la réforme du marché du travail. Mais le pair travailliste ne se cache pas de féliciter le Premier Ministre conservateur David Cameron d'avoir donné instruction à l'institut britannique des statistiques de prendre la mesure du bien-être, en plus du PIB. «Il est temps de reconnaître qu'il n'y a pas que l'argent dans la vie et de s'intéresser non seulement au PIB, mais aussi au BEG —le bien-être général», a déclaré Cameron dès mai 2006. Plusieurs autres pays ont suivi l'exemple.

Discipline marginale

En dépit de l'engouement pour le sujet, Gus O'Donnell, économiste qui fut directeur de la fonction publique britannique, explique que les économistes du bonheur ont encore du mal à faire publier leurs travaux dans les revues professionnelles. Il

établit un parallèle avec l'économie comportementale, qui était aussi une discipline marginale il y a 30 ou 40 ans. Aujourd'hui, elle a pignon sur rue et l'un de ses éminents spécialistes, le psychologue Daniel Kahneman, a reçu le prix Nobel d'économie en 2002. «Le corpus d'études sur le bien-être et le bonheur est encore légèrement en retrait. Je pense que d'ici 10 à 20 ans, cela fera partie intégrante du cursus universitaire», indique O'Donnell, qui dirige maintenant une société de conseil londonienne, Frontier Economics.

O'Donnell a pour sa part beaucoup écrit sur l'économie du bonheur. Il a participé avec Layard à la rédaction d'un rapport de 2014 sur le bien-être et la politique publique, commandité par le Legatum Institute. (Angus Deaton, lauréat du prix Nobel d'économie cette année, y a aussi contribué.) O'Donnell pense qu'il y a un lien entre l'insatisfaction à l'égard du PIB comme critère de bien-être et le mécontentement croissant à l'égard des partis politiques traditionnels, surtout en Europe. «Le discours politique néglige un tas de choses qui comptent énormément dans la vie des citoyens, qui, du coup, s'en désintéressent», explique-t-il.

Le «paradoxe d'Easterlin» est une référence intarissable pour l'économie du bonheur. Dans un article fondateur publié en 1974, Richard Easterlin, de l'université de Californie du Sud, démontrait que les riches sont en moyenne plus heureux que les pauvres, mais que, paradoxalement, la société ne devient pas plus heureuse, en moyenne, à mesure que la richesse du pays augmente. Cela tient notamment, selon Layard et d'autres économistes du bonheur, au fait que les individus comparent leurs revenus à ceux des gens qui les entourent. «Ils sont plus heureux lorsqu'ils sont plus haut dans l'échelle sociale (ou des revenus). Mais si tout le monde s'élève en même temps, l'écart de statut social reste inchangé», écrivait Jeffrey Sachs, directeur de l'Earth Institute à l'université de Columbia dans le Rapport annuel sur le bonheur de 2012.

Sachs note aussi que le concept d'utilité marginale décroissante signifie que la progression du revenu doit être plus importante lorsque le revenu augmente pour produire le même avantage. Cela explique pourquoi les travaux sur le bien-être font ressortir une relation claire entre le revenu et le bonheur pour les bas à moyens salaires, qui s'amenuise par la suite, à la manière d'une courbe logarithmique.

Plus de compassion, moins de concurrence

Layard se refuse à considérer la vie comme un jeu à somme nulle. Il savoure le piment du défi, surtout entre organisations et dans le domaine sportif. Il veut que la LSE surpasse les universités rivales et il continue à jouer au tennis deux fois par semaine. Mais il éprouve de la répugnance pour l'ancienne devise du ministère de l'éducation britannique, «Rester en tête», car il pense que l'individualisme est l'ennemi du bonheur. «Il est vraiment important que les gens ne s'imaginent pas que leur tâche dans la vie consiste à prouver qu'ils sont meilleurs que les autres», dit-il. Ce qu'il faut, c'est plus de compassion, et moins de concurrence : «Il faut adopter une vision bien plus généreuse de la vie.»

Tout le monde n'analyse pas le bonheur de la même manière. Dans un article influent de 2008, les économistes Betsey Stevenson et Justin Wolfers, de l'université de Pennsylvanie, ont réexaminé le paradoxe d'Easterlin en utilisant les données de nouvelles séries



«Il faut bien se garder de trop sacrifier sur l'autel de la croissance économique.»

temporelles. Ils n'ont pas exclu que les comparaisons des revenus relatifs jouent un rôle, mais ont rapporté que «globalement, les résultats de l'analyse des séries temporelles ne concordent guère avec les précédentes conclusions selon lesquelles la croissance économique ne produit aucune augmentation du bonheur.»

Layard prend note du travail minutieux réalisé par Stevenson et Wolfers, mais considère qu'ils ne prennent pas en compte des variables qui évoluent en même temps que le revenu. Des facteurs tels que la santé, la liberté individuelle et la vigueur de l'assistance sociale comptent pour beaucoup dans la relation entre le PIB par habitant et le bien-être, souligne-t-il. En fait, selon lui, les revenus n'expliquent pas plus de 2 % de la variance du bonheur, même dans les pays les plus pauvres.

L'économiste britannique Diane Coyle réfute la thèse des tenants du bonheur selon laquelle il n'y a pas de corrélation positive entre le bien-être et la croissance du PIB. «Il y a des choses que certaines personnes veulent croire avec une telle ferveur qu'aucune preuve ou démonstration logique ne leur en fera démordre, aussi brillantes soient-elles», a-t-elle écrit. Disons simplement que la controverse montre qu'il faut approfondir l'étude des techniques de mesure et des raisons des variations du bonheur personnel et national.

Layard considère que le travail de modélisation du taux de chômage non accélérateur de l'inflation qu'il a effectué avec Stephen Nickell et Richard Jackman est sa contribution la plus originale à la science économique (Layard, Nickell et Jackman, 1991). L'explication qu'ils donnent du chômage déroge à l'hypothèse de la concurrence parfaite sur le marché du travail et propose

une théorie des salaires efficients, déterminés par la négociation collective. Layard pense que ce modèle a bien résisté à l'épreuve du temps, expliquant par exemple, pourquoi l'Allemagne, qui a décidé de réformer son marché du travail, a un taux de chômage très inférieur à celui de ses voisins. «Dans des pays tels que la France, qui ont simplement refusé de prendre cette question au sérieux, le taux de chômage tendanciel n'a absolument pas évolué», explique-t-il.

Layard, qui a été pendant quelque temps le conseiller de diverses institutions en Russie dans les années 90, après l'éclatement de l'Union soviétique, est un farouche partisan de la stratégie de la carotte et du bâton dans la lutte contre le chômage : une politique active du marché de l'emploi couplée avec des indemnités dont le niveau est calculé pour encourager les chômeurs à reprendre le travail. Cette exigence a séduit des travaillistes modérés comme Blair, mais a mécontenté les syndicalistes, le noyau dur du parti. Les analystes de droite ont aussi beaucoup critiqué Layard. Le critique du *Daily Telegraph* a qualifié les idées avancées par Layard dans son livre *Happiness*, à savoir la redistribution du revenu par le biais de la fiscalité et l'abandon du système de rémunération au rendement, de suggestions utilitaires snobinardes d'un vieux socialiste passé par Eton. Un autre critique l'a taxé de «romantique réactionnaire».

«Richard s'est fait des ennemis dans tous les camps politiques pour défendre le bien-être de tous, note O'Donnell, il est incroyablement tenace.»

Santé mentale

Dans la même veine, Layard s'est fait le champion de l'amélioration du traitement des maladies mentales, en dépit de la stigmatisation dont cette cause fait parfois encore l'objet. «Ce qui est choquant, c'est que certains pensent que le traitement des maladies mentales doit avoir une justification économique, à la différence des déficiences physiques», explique Layard. Son argumentaire est simple : dans les pays riches, les maladies mentales contribuent plus au mal-être que la pauvreté ou le chômage. En Grande-Bretagne, elles constituent plus de la moitié de l'ensemble des problèmes de santé des moins de 45 ans. Et pourtant, moins d'un tiers des patients reçoivent un traitement. Leur coût — en termes de souffrance individuelle et de deniers publics — est énorme. Layard est fier d'avoir contribué à persuader le gouvernement britannique de former des milliers de thérapeutes pour apporter un soutien psychologique aux personnes souffrant de dépression et d'anxiété chronique. «L'alliance de l'économie et de la psychologie clinique a été vraiment fructueuse», dit-il.

Le programme d'amélioration de l'accès aux psychothérapies, lancé en 2008 et qualifié de meilleur au monde par la revue *Nature*, a vu le jour grâce à la rencontre fortuite entre Layard et l'éminent clinicien psychologue David Clark. Layard pense que Clark est un visionnaire. Ils ont écrit ensemble en 2014 un livre intitulé *Thrive: The Power of Evidence-Based Psychological Therapies*. Layard rend aussi hommage au soutien «incroyablement utile» de son épouse, Molly Meacher, qui était Directrice des services de santé mentale dans les quartiers de l'Est londonien. Layard est satisfait de la réaction des pouvoirs publics, mais il y a encore fort à faire et l'argent ne court pas les rues. Avant l'entrevue avec *F&D*, il avait passé des heures au téléphone à

se battre avec des fonctionnaires de l'État pour une hausse du budget alloué au traitement des maladies mentales. Les thérapies psychologiques l'obsèdent, note O'Donnell. «C'est sans doute le mot juste, parce que Richard a bel et bien ses obsessions», dit-il en riant.

Changement climatique

L'autre sujet qui préoccupe Layard actuellement est le changement climatique. Il est un des champions du programme Global Apollo, projet qui vise à rendre les énergies renouvelables moins chères que les combustibles fossiles dans les 10 années à venir, grâce à la coordination internationale des recherches et innovations, financée par des fonds publics.

Layard explique qu'il a pris conscience des dangers du changement climatique en 1989 à la lecture du livre de l'écrivain scientifique britannique Fred Pearce intitulé *Turning Up the Heat: Our Perilous Future in the Global Greenhouse*. Plus tard, en tant que membre d'un comité de la Chambre des Lords, il a milité pour l'établissement d'un programme de recherche financé par l'État pour combattre le danger — sur la base de principes économiques, bien entendu. «Il m'a semblé alors, comme maintenant, que le meilleur moyen de résoudre le problème est de faire en sorte que l'énergie renouvelable soit suffisamment bon marché pour mettre les combustibles fossiles hors de course», dit-il.

Le danger que le changement climatique constitue pour la planète est une menace — extrême — de plus qui pèse sur le bien-être et le bonheur de l'humanité, fil conducteur de la carrière de Layard.

Geoff Mulgan, cofondateur avec Layard du mouvement Action for Happiness, souligne qu'il y a encore bien du chemin à faire pour arriver à la bonne politique du bien-être. «Mais Richard a fait preuve sur le tard d'une envie remarquable de revenir à l'essence de l'économie, dont l'objectif ultime a toujours été le bien-être, mais qui, chemin faisant, a souvent confondu la fin et les moyens», dit Mulgan, qui dirigeait la cellule stratégique de Blair et préside aujourd'hui la Fondation nationale pour la technologie scientifique et les arts, organisation britannique sans but lucratif qui encourage l'innovation.

Layard est certain que la quête du bien-être a de l'avenir : il y a de plus en plus de gens qui veulent comprendre ce qui nous empêche de mener une existence satisfaisante et épanouie.

Ce qui soulève la question inévitable : Layard lui-même est-il heureux? «En général, oui, absolument. Je profite vraiment de la vie. Mais bien sûr, nous avons tous des hauts et des bas. On en revient à la notion de défi, vous ne croyez pas? Si on cherche à faire en sorte que certaines choses se passent, on ne peut pas espérer être toujours satisfait, n'est-ce pas? Parce que les choses ne se passent pas toujours comme on veut.» ■

Alan Wheatley est chroniqueur économique; il a été Rédacteur en chef chez Reuters, et est coauteur et Directeur de la publication de l'ouvrage The Power of Currencies and Currencies of Power.

Bibliographie :

Layard, Richard, Stephen Nickell, and Richard Jackman, 1991, *Unemployment: Macroeconomic Performance and the Labour Market* (Oxford, United Kingdom: Oxford University Press).